

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 2 MAI 1929

Projet de Loi approuvant le Traité de conciliation et le Traité d'arbitrage signés à Washington le 20 mars 1929 entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation des Chambres législatives le Traité d'arbitrage et le Traité de conciliation conclus entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique au mois de mars dernier.

Au début de l'année 1928, tandis qu'il poursuivait les négociations relatives au Traité de renonciation à la guerre, auquel la Belgique est actuellement partie, le Gouvernement des États-Unis a proposé à plusieurs pays et notamment au Gouvernement belge la conclusion d'un Traité d'arbitrage et la conclusion d'un Traité de conciliation pour la solution des conflits internationaux.

Le Gouvernement belge ne pouvait qu'accueillir avec faveur une proposition correspondant à sa politique de développement de la pratique de l'arbitrage entre États.

Les deux Traités ont été signés à Washington le 20 mars 1929.

Le texte du Traité de conciliation est du type des Traités Bryan que les États-Unis, prenant ainsi une part prépondérante dans l'adoption des procédures de règlement pacifique des conflits internationaux, ont conclu dès 1913 avec

un certain nombre de pays. Il institue une Commission internationale permanente chargée d'examiner tous les différends pouvant s'élever entre les deux pays et qui n'auraient pas été réglés par les procédés diplomatiques ordinaires et de faire rapport à leur sujet.

Cette Commission est composée de cinq membres : trois membres parmi lesquels le président, sont désignés de commun accord par les deux parties contractantes ; les deux autres membres sont désignés respectivement par chacun des deux Gouvernements.

Les frais de la Commission seront supportés par les deux Gouvernements par parts égales. Le rapport de la Commission soumis aux Gouvernements laisse à ceux-ci leur liberté d'action.

D'autre part, le Traité d'arbitrage prévoit que les différends touchant des contestations de droit entre les deux pays seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage instituée à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal d'arbitrage à déterminer. Un Accord spécial approuvé par le Sénat des États-Unis et conclu en conformité des lois constitutionnelles belges, définira dans chaque cas les pouvoirs du tribunal et organisera sa procédure.

Les clauses de ces deux Traités d'ar-

bitrage et de conciliation, assez différents de ceux que la Belgique a conclus récemment avec plusieurs autres pays, correspondent aux stipulations que le Gouvernement américain a adoptées d'une manière générale dans l'élaboration de ses Traités d'arbitrage, et qu'il a insérées dans ses Accords conclus notamment avec l'Allemagne, la France et l'Italie.

Il faut ajouter que les Traités soumis à votre approbation peuvent être considérés comme étant de nature à faciliter, dans les rapports belgo-américains, l'exécution de l'article 2 du Pacte général de renonciation à la guerre,

en vertu duquel la solution des différends ou conflits pouvant surgir entre les parties contractantes ne doit être recherchée que par des moyens pacifiques.

J'ai la confiance, Madame, Messieurs, que convaincus de l'utilité du Traité d'arbitrage et du Traité de conciliation que nous avons conclus avec les Etats-Unis, vous voudrez bien adopter le projet de loi ci-joint approuvant ces deux Accords.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
P. HYMANS.

Sa Majesté le Roi des Belges et le Président des Etats-Unis d'Amérique, désirant raffermir les liens d'amitié qui les unissent, et favoriser la cause de la paix générale, ont résolu de conclure un traité à ces fins et ont en conséquence nommé les Plénipotentiaires ci-après désignés, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Altesse le Prince Albert de Ligne, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté aux Etats-Unis d'Amérique ; et

Le Président des Etats-Unis d'Amérique :

M. Frank B. Kellogg, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Tous différends s'élevant entre le Gouvernement belge et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'ils soient, lorsque les procédés diplomatiques ordinaires auront échoué et que les Hautes Parties contractantes n'ont pas recours à l'intervention d'un tribunal compétent seront soumis, pour examen et rapport à une Commission internationale permanente constituée de la manière prescrite dans l'article suivant ; et elles conviennent de ne recourir l'une vis-à-vis de l'autre à aucune mesure de coercition durant la procédure d'investigation à entreprendre par la Commission et aussi longtemps que le rapport de celle-ci ne leur aura pas été communiqué.

ART. 2.

La Commission internationale sera composée de cinq membres nommés comme il suit : chaque Gouvernement désignera un membre parmi ses natio-

His Majesty the King of the Belgians and the President of the United States of America, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the Belgians :

His Highness Prince Albert de Ligne, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States of America ; and

The President of the United States of America :

Frank B. Kellogg, Secretary of State of the United States of America ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

ARTICLE 1.

Any disputes arising between the Government of Belgium and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and they agree not to resort with respect to each other to any act of force during the investigation to be made by the Commission and before its report is handed in.

ART. 2.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : Each Government shall appoint a member from among its

naux, les trois autres membres dont le président, seront désignés de commun accord ; il est entendu qu'ils ne pourront être ressortissants d'aucun des deux pays. Les frais de la Commission seront supportés par les deux Gouvernements, par parts égales.

La Commission internationale sera constituée dans les six mois de l'échange des ratifications du présent traité ; et il sera pourvu aux vacances suivant le mode employé pour la nomination primitive.

ART. 3.

Dans le cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réglé un différend par les méthodes diplomatiques et où elles n'auraient pas recours à l'intervention d'un tribunal compétent, elles le soumettront immédiatement à la Commission internationale pour examen et rapport. Cependant, la Commission internationale peut, à l'unanimité de ses membres, offrir spontanément ses services à cet effet, et dans ce cas notification sera faite aux deux Gouvernements qui seront priés d'accorder leur coopération à l'examen.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de fournir à la Commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités nécessaires à son examen et à son rapport.

Le rapport de la Commission sera terminé dans le délai d'un an compté du jour où elle aura déclaré commencer son examen, à moins que les Hautes Parties contractantes ne conviennent, par un accord mutuel, de restreindre ou de prolonger ce délai. Le rapport sera dressé en trois exemplaires ; il en sera remis un à chacun des Gouvernements, et la Commission conservera le troisième pour ses dossiers.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'agir indépendamment concernant la matière faisant l'objet du différend lorsque le rapport de la Commission leur aura été soumis.

nationals ; the other three members, including the President, shall be appointed in common accord, it being understood that they shall not be under the jurisdiction of either one of the two countries. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

ART. 3.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

ART. 4.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Belges, conformément à la Constitution, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis.

Les ratifications seront échangées à Washington le plus tôt possible et le traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

Il restera en vigueur sans limite de durée ; toutefois, il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, et dans ce cas, cessera ses effets à l'expiration du délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en deux exemplaires, l'un et l'autre en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Washington, le vingt mars mil neuf cent vingt-neuf.

ART. 4.

The present treaty shall be ratified by His Majesty the King of the Belgians in accordance with the Constitution, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Parties to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the French and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 20th day of March, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(S.) Prince ALBERT DE LIGNE.

(Sceau).

(S.) FRANK B. KELLOGG.

(Sceau).

Sa Majesté le Roi des Belges et le
Président des Etats-Unis d'Amérique :

Résolus de prévenir autant qu'il est
en leur pouvoir toute interruption dans
les relations pacifiques qui ont toujours
existé entre les deux pays ;

Désireux d'affirmer de nouveau leur
adhésion à la politique consistant à
soumettre à une décision impartiale
toutes contestations susceptibles de dé-
cision judiciaire qui viendraient à s'éle-
ver entre eux, et,

Soucieux, par leur exemple, non seu-
lement de manifester que, dans leurs
relations réciproques, ils condamnent
la guerre comme instrument de leur poli-
tique nationale, mais encore de hâter
le moment où la conclusion d'accords
internationaux pour le règlement paci-
fique des conflits entre les Etats aura
écarté pour toujours les possibilités de
guerre entre les nations du monde ;

Ont décidé de conclure un traité
d'arbitrage et ont, à cette fin, désigné
pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Altesse le Prince Albert de Ligne,
Ambassadeur Extraordinaire et Plé-
nipotentiaire de Sa Majesté aux Etats-
Unis d'Amérique ; et

Le Président des Etats-Unis d'Amé-
rique :

M. Frank B. Kellogg, Secrétaire d'Etat
des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après avoir échangé leurs
pleins pouvoirs, reconnus en bonne et
due forme, sont convenus des articles
suivants :

ARTICLE PREMIER.

Tous différends concernant des af-
faires internationales dans lesquelles les
Hautes Parties contractantes se trou-
vent engagées par suite de la prétention
d'un droit allégué par l'une à l'encontre
de l'autre en vertu d'un traité ou autre-

His Majesty the King of the Belgians
and the President of the United States
of America :

Determined to prevent so far as in
their power lies any interruption in the
peaceful relations that have always
existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adhe-
rence to the policy of submitting to
impartial decision all justiciable con-
troversies that may arise between them;
and,

Eager by their example not only to
demonstrate their condemnation of
war as an instrument of national policy
in their mutual relations, but also to
hasten the time when the perfection
of international arrangements for the
pacific settlement of international dis-
putes shall have eliminated forever the
possibility of war among any of the
Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty
of arbitration and for that purpose
they have appointed as their respective
Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the Belgians :

His Highness Prince Albert de Ligne,
His Majesty's Ambassador Extraordi-
nary and Plenipotentiary to the United
States of America ; and

The President of the United States
of America :

Frank B. Kellogg, Secretary of State
of the United States of America ;

Who, having communicated to each
other their full powers found in good
and due form, have agreed upon the
following articles :

ARTICLE 1.

All differences relating to interna-
tional matters in which the High Con-
tracting Parties are concerned by virtue
of a claim of right made by one against
the other under treaty or otherwise,
which it has not been possible to adjust

ment, qui n'auront pas été réglés par la voie diplomatique, non plus que par application du recours à une commission de conciliation appropriée et qui, à raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité, peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907 ou un autre tribunal compétent, selon ce qui sera décidé dans chaque cas par accord spécial ; cet accord spécial pourvoira à l'organisation dudit tribunal, s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

L'accord spécial sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne la Belgique, en conformité des lois constitutionnelles de la Belgique, et en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis.

ART. 2.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

a) relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;

b) touche aux intérêts de tierces puissances ;

c) dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de Monroe ;

d) dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements de la Belgique en conformité du Pacte de la Société des Nations.

ART. 3.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Belges, conformé-

by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Belgium in accordance with the constitutional laws of Belgium, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

ART. 2.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which

a) is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties,

b) involves the interests of third Parties,

c) depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine,

d) depends upon or involves the observance of the obligations of Belgium in accordance with the Covenant of the League of Nations.

ART. 3.

The present treaty shall be ratified by His Majesty the King of the Belgians

ment à la Constitution et par le Président des Etats-Unis d'Amérique sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis. .

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera ensuite en vigueur sans limite de durée ; toutefois, il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et, dans ce cas, il cessera ses effets à l'expiration du délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en deux exemplaires, l'un et l'autre en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Washington, le vingt mars mil neuf cent vingt-neuf.

in accordance with the Constitution and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Parties to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the French and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 20th day of March, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(S.) Prince ALBERT DE LIGNE.

(Sceau.)

(S.) FRANK B. KELLOGG.

(Sceau.)

(1)
(ANNEXE AU N° 183)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1928-1929

Projet de Loi approuvant le Traité de conciliation et le Traité d'arbitrage signée à Washington le 20 mars 1929 entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité de conciliation et le Traité d'arbitrage conclus le 20 mars 1929 entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique sortiront leurs pleins et entiers effets.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

(BIJLAGE AAN N° 183)

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1928-1929

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verzoeningsverdrag en van het Arbitrageverdrag ondertekend te Parijs op 20 Maart 1929 tusschen België en de Vereenigde Staten van Amerika.

Albert,

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is belast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Verzoeningsverdrag en het Arbitrageverdrag gesloten op 20 Maart 1929 tusschen België en de Vereenigde Staten van Amerika zullen hunne volle en algeheele uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, den 29ⁿ April 1929.

Van 's Koningswege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 2 MEI 1929

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verzoeningsverdrag en van het Arbitrage-Verdrag ondertekend te Parijs op 20 Maart 1929 tusschen België en de Vereenigde Staten van Amerika.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer het Arbitrage-Verdrag en het Verzoeningsverdrag, gesloten tusschen België en de Vereenigde Staten van Amerika in de maand Maart 1929, aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers te onderwerpen.

In het begin van het jaar 1928 heeft de Regeering der Vereenigde Staten, terwijl zij de onderhandelingen betreffende het Verdrag tot uitbanning van den oorlog waarbij België thans partij is, voortzette, aan verschillende landen en inzonderheid aan de Belgische Regeering voorgesteld een arbitrage-verdrag alsook een verzoeningsverdrag te sluiten met het oog op de oplossing der internationale conflicten.

De Belgische Regeering kon niet anders dan een gunstig gevolg te verleen aan een voorstel dat overeenstemt met hare politiek van uitbreiding van het gebruik der arbitrage onder Staten.

De beide verdragen werden op 20 Maart 1929 te Washington ondertekend.

De tekst van het Verzoeningsverdrag is van het type der Bryan-verdragen, die de Vereenigde Staten reeds in 1913 met een zeker aantal landen gesloten hebben, aldus in overwegende mate bijdragend

tot het aannemen der procedures van vreedzame regeling der internationale conflicten. Het verdrag stelt eene bestendige internationale Commissie in die gelast is al de geschillen te onderzoeken die tusschen beide landen kunnen oprijzen en die niet door de gewone diplomatieke middelen zouden geregeld zijn, en daarover verslag uit te brengen. Deze Commissie is samengesteld uit vijf leden; drie leden, waaronder de voorzitter, worden in gemeen overleg door beide verdragsluitende partijen benoemd; de twee overige leden worden respectievelijk door elk der beide Regeeringen benoemd. De kosten der Commissie zullen door beide Regeeringen bij gelijke gedeelten gedragen worden. Het verslag der Commissie, onderworpen aan de Regeeringen, laat aan deze hunne vrijheid van handelen.

Anderzijds bepaalt het arbitrage-verdrag dat de geschillen betreffende rechtsbetwistingen tusschen beide landen onderworpen zullen worden aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie, ingesteld te 's Gravenhage door de Overeenkomst van 18 October 1907, of aan een ander nader te bepalen scheids-gerecht. Een bijzonder akkoord, goedgekeurd door den Senaat der Vereenigde Staten en gesloten overeenkomstig de

Belgische constitutioneele wetten, zal in ieder geval de bevoegdheid der rechtbank bepalen en hare procedure inrichten.

De beschikkingen dezer beide verdragen van arbitrage en van verzoening, die nogal verschillen van die welke België onlangs met verschillende andere landen heeft aangegaan, komen overeen met de bepalingen die de Amerikaansche Regeering over het algemeen bij het opmaken harer arbitrage-verdragen aangenomen heeft en die zij in de door haar inzonderheid met Duitschland, Frankrijk en Italië aangegane akkoorden opgenomen heeft.

Hieraan dient nog toegevoegd dat de aan uwe goedkeuring onderworpen verdragen beschouwd kunnen worden als

zijnde van aard om, in de Belgisch-Amerikaansche betrekkingen, de uitvoering te vergemakkelijken van artikel 2 van het Algemeen Pact tot uitbanning van den oorlog, volgens welk artikel de oplossing der geschillen en conflicten die tusschen de partijen kunnen oprijzen, slechts door vreedzame middelen mag nagestreefd worden.

Ik vertrouw, Mevrouw, Mijne Heeren, dat gij, overtuigd van het nut van het Arbitrage-Verdrag en van het Verzoeningsverdrag die wij met de Vereenigde Staten aangegaan hebben, het bijgaande wetsontwerp tot goedkeuring dezer twee akkoorden wel zult willen aannemen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
P. HYMANS.

VERTALING

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en de President der Vereenigde Staten van Amerika, wenshende de vriendschapsbanden, die hen vereenigen, te versterken en de zaak van den algemeenen vrede te bevorderen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben dienvolgens tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Zijne Hoogheid Prins Albert de Ligne, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van Zijne Majesteit in de Vereenigde Staten van Amerika; en

De President der Vereenigde Staten van Amerika :

Den heer Frank B. Kellogg, Staatssecretaris der Vereenigde Staten van Amerika;

Welke, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, aangaande de volgende artikelen overeengekomen zijn :

EERSTE ARTIKEL.

Alle geschillen, van welken aard ook, die tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika oprijzen, zullen, wanneer de gewone diplomatieke middelen hun doel zullen gemist hebben en indien de Hooge Verdragsluitende Partijen geen beroep doen op de tusschenkomst eener bevoegde rechtbank, voor onderzoek en verslag onderworpen worden aan een Bestendige Internationale Commissie, samengesield op de in het volgend artikel voorgeschreven wijze; en zij komen overeen tegenover elkander geenerlei dwangmaatregelen te nemen tijdens het door de Commissie te ondernemen onderzoek en zoolang het verslag van deze laatste hun niet werd medegedeeld.

ART. 2.

De Internationale Commissie zal samengesteld zijn uit vijf leden benoemd als volgt: elke Regeering zal een lid

onder hare onderhoorigen aanwijzen, de drie andere leden, waaronder de voorzitter, zullen in gemeen overleg worden benoemd; het is wel verstaan dat zij geen onderhoorigen van een van beide landen mogen zijn. De kosten der Commissie zullen door beide Regeeringen in gelijke verhouding gedragen worden.

De Internationale Commissie zal samengesteld worden binnen de zes maanden na de uitwisseling der bekrachtigingen van dit Verdrag; en er zal in de vacatures voorzien worden volgens de wijze gebruikt voor de eerste benoeming.

ART. 3.

Ingeval de Hooge Verdragsluitende Partijen een geschil door de diplomatieke middelen niet beslecht zouden hebben, en indien zij hunne toevlucht niet zouden nemen tot de tusschenkomst van een bevoegde rechtbank, zullen zij het onmiddellijk voor onderzoek en verslag aan de Internationale Commissie onderwerpen. Echter kan de Internationale Commissie, bij eenparigheid harer leden, uit eigen beweging daartoe hare diensten aanbieden en in dat geval zal daarvan kennis gegeven worden aan beide Regeeringen, welke verzocht zullen worden hunne medewerking tot het onderzoek te verleenen.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen aan de Bestendige Internationale Commissie al de middelen en faciliteiten te verstrekken die voor haar onderzoek en haar verslag noodig zijn.

De Commissie zal haar verslag afwerken binnen den tijd van een jaar te rekenen van den dag waarop zij verklaard zal hebben haar onderzoek aan te vangen, tenzij de Hooge Verdragsluitende Partijen in onderling overleg overeenkomen dezen tijd in te korten of te verlengen. Het verslag zal in drie exemplaren worden opgemaakt; een er van zal aan elk der Regeeringen worden overhandigd en het derde zal door de Commissie bewaard worden voor haar archief.

De Hooge Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor onafhankelijk te handelen ten opzichte van de aangelegenheid die het voorwerp van het geschil uitmaakt wanneer het verslag der Commissie hun zal onderworpen zijn.

ART. 4.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden door Z. M. den Koning der Belgen, overeenkomstig de Grondwet en door den President der Vereenigde Staten van Amerika, op het advies en met de instemming van den Senaat der Vereenigde Staten.

De bekrachtigingen zullen zoodra mogelijk te Washington worden uitgewisseld en het verdrag zal in werking treden op den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen.

Het zal vervolgens zonder beperking van duur van kracht blijven; echter zal het door de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen opgezegd kunnen worden en in dat geval zal het ophouden zijne uitwerking te hebben na verloop van een termijn van een jaar te rekenen van den datum der opzegging.

Ter Oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden dit Verdrag, opge maakt in dubbel exemplaar, het eene en het andere in het Fransch en in het Engelsch, beide tekstengelijkelyk rechtsgeldig zijnde, onderteekend hebben en er hun stempel op aangebracht hebben.

Gedaan te Washington, den twintigsten Maart negentienhonderd negen en twintig.

(G.) PRINS ALBERT DE LIGNE.

(Zegel.)

(G.) FRANK B. KELLOGG.

(Zegel.)

VERTALING

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en de President der Vereenigde Staten van Amerika :

Vast besloten, zooveel het in hun macht ligt, elke onderbreking in de vreedzame betrekkingen, die steeds tusschen beide landen bestaan hebben, te voorkomen;

Wenschende nogmaals hunne gehechtheid te bevestigen aan de politiek waarbij alle voor een gerechtelijke uitspraak vatbare geschillen die tusschen hen zouden oprijzen, aan een onpartijdige beslisning onderworpen worden, en

Begeerig door hun voorbeeld niet alleen te betuigen dat zij, in hunne wederzijdsche betrekkingen, den oorlog als werktuig hunner nationale politiek veroordeelen, maar ook het oogenblik te vervroegen waarop door het sluiten van internationale overeenkomsten voor de vreedzame regeling der geschillen tusschen de Staten, de mogelijkheid van oorlog tusschen de naties der wereld voor altijd zal afgewend zijn;

Hebben besloten een Arbitrage-Verdrag te sluiten en hebben te dien einde tot hunne respectieve gevolmachtigden benoemd :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Zijne Hoogheid Prins Albert de Ligne, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van Zijne Majesteit in de Vereenigde Staten van Amerika; en

De President der Vereenigde Staten van Amerika :

Den heer Frank B. Kellogg, Staatssecretaris der Vereenigde Staten van Amerika;

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, aangaande de volgende artikelen overeengekomen zijn :

EERSTE ARTIKEL.

Al de geschillen betreffende internationale aangelegenheden, waarin de Hooge Verdragsluitende Partijen betrokken

zijn tengevolge van de aanspraak op een recht gemaakt door de eene tegenover de andere krachtens een verdrag of anderszins, die niet geregeld zullen zijn langs diplomatieken weg noch door beroep te doen op een geschikte verzoeningscommissie en die aan een gerechtelijke uitspraak onderworpen kunnen worden om reden dat zij uiteraard vatbaar zijn voor een beslissing welke de beginselen van het recht en de billijkheid toepast, zullen onderworpen worden aan het Bestendig Hof van Arbitrage opgericht te 's Gravenhage door de Overeenkomst van 18 October 1907 of aan een andere bevoegde rechtbank, volgens wat in elk geval door een bijzonder akkoord zal besloten worden; dit bijzonder akkoord zal, zoo noodig, in de inrichting van gezegde rechtbank voorzien, hare macht omschrijven, de betwiste vraag of vragen uiteenzetten en de op te lossen kwestie bepalen.

Het bijzonder akkoord zal in elk geval gesloten worden, wat België betreft, overeenkomstig de Belgische Grondwet, en wat de Vereenigde Staten van Amerika betreft, door den President der Vereenigde Staten van Amerika op het advies en met de toestemming van den Senaat der Vereenigde Staten.

ART. 2.

De beschikkingen van dit Verdrag zullen niet ingeroepen kunnen worden wat de geschillen betreft waarvan het voorwerp :

a) Behoort tot de nationale rechtsmacht van de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen;

b) Aan de belangen van derde Mogendheden raakt;

c) Afhangt van of raakt aan de handhaving van de traditioneele houding der Vereenigde Staten in de Amerikaansche aangelegenheden, gewoonlijk aangeduid onder den naam van Monroe-leer;

d) Afhangt van of raakt aan de nakoming der verbintenissen van België over-

eenkomstig het Pakt van den Volkenbond.

ART. 3.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden door Z. M. den Koning der Belgen, overeenkomstig de Grondwet en door den President der Vereenigde Staten van Amerika op het advies en met de toestemming van den Senaat der Vereenigde Staten.

De bekrachtigingen zullen zoodra mogelijk te Washington uitgewisseld worden en het Verdrag zal in werking treden op den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen. Het zal vervolgens zonder beperking van duur van kracht

blijven; echter zal het door de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen opgezegd kunnen worden en in dat geval zal het ophouden zijne uitwerking te hebben na verloop van een termijn van een jaar te rekenen van den datum der opzegging.

Ter Oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden dit Verdrag, opge maakt in dubbel exemplaar, het eene en het andere in het Fransch en in het Engelsch, beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig zijnde, onderteekend hebben en er hun stempel op aangebracht hebben.

Gedaan te Washington, den twintigsten Maart negentienhonderd negen en twintig.

(G.) PRINS ALBERT DE LIGNE.

(Zegel.)

(G.) FRANK B. KELLOGG.

(Zegel.)